

D'un siècle à l'autre

Le XX^e siècle a été marqué par des excès, des conflits, des tragédies. La Belle Époque n'a été qu'une cérémonie d'ouverture. Les guerres mondiales se sont succédées, ajoutant aux souffrances des combattants et des populations civiles l'horreur des génocides. L'holocauste reste le plus grand crime contre l'humanité. La découverte des charniers et des camps « scientifiquement » inventés par des Européens n'a pas fini de hanter notre mémoire et de troubler notre regard. Peut-on mettre en doute le génocide arménien ?

Une loi ne peut pas qualifier l'histoire des autres mais peut-on douter de son existence ? Les preuves en sont très nombreuses. Plus proche de nous, le Rwanda mérite notre attention. L'opération Turquoise a été à l'honneur de la France et des pays africains qui l'ont accompagnée. Mais il y a eu génocide et massacres à la fin du XX^e siècle et notre pays a raison de faire des efforts pour y retrouver des relations normales. La haine continue à être présente en Afrique et dans de nombreux continents. Soljenytsine remarque : « si la leçon du passé ne sert pas de vaccin, l'immense ouragan pourrait bien se renouveler dans sa totalité », une répétition de « ceux qui ne se souviennent pas du passé seront condamnés à le revivre ».

Les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ont permis de mettre fin à la Seconde Guerre mondiale. Mais elles ne furent qu'une étape dans l'effroi, une transition avant d'enchaîner sur une guerre de cinquante ans : froide, globale,

idéologique, politique et militaire qui a structuré la planète et façonné toute une époque. Son but était moins de détruire l'adversaire que de l'amener à se transformer de l'intérieur. Deux modèles s'opposaient, pas seulement par la politique, mais en utilisant toutes les règles de l'art des sciences humaines : la démographie, l'économie, l'information, les renseignements, la comédie. La force des armées n'était plus le seul élément de la bataille. Désormais les faiblesses de la société adverse, ses habitudes, ses routines, son vieillissement, ses penchants sont devenus des facteurs stratégiques à part entière.

André Fontaine et Georges Henri Soutou nous ont enseigné cette période :

- Cette guerre a bien été la Troisième Guerre mondiale car un grand nombre de pays ont été impliqués dans des conflits armés, notamment liés à la décolonisation pendant que d'autres se soulevaient courageusement pour l'idéal de liberté.
- Truman, Staline, Kennedy et Khrouchtchev ont su résister à la tentation des extrêmes militaires.
- « La patrie du socialisme » a perdu en deux ans la totalité de son empire européen et la Russie s'est vue ramenée à ses frontières d'avant la Grande Catherine.

Durant ces bouleversements de l'histoire, les idées se sont transformées avant la conclusion des événements. Le capitalisme du milieu du XX^e siècle est progressivement devenu un super-capitalisme aux États-Unis dans les années 1970. Selon Robert Reich, ancien secrétaire d'État à l'emploi du Président Clinton, il a commencé avec les technologies nées de la guerre froide : conteneurs, avions et navires cargos, câbles en fibre optique et systèmes de communication par satellite ; ces développements furent suivis par des ordinateurs et des logiciels permettant de produire des articles à faible prix

et éliminant la nécessité de la grande échelle. Ultérieurement on en est arrivé à internet. Tout cela a fait voler en éclats l'ancien système de production de masse et exacerbe la concurrence.

Ensemble les nouvelles technologies et la déréglementation financière ont ouvert aux investisseurs la possibilité de placer leurs économies dans des fonds mutuels et de pension géants, incitant les entreprises à obtenir de plus grands profits.

L'enchevêtrement de l'histoire, les progrès des technologies, le mouvement des idées conduisent les sociétés à évoluer. On en est arrivé à un nouveau type de capitalisme plus exigeant poussant les entreprises à freiner, voire à réduire les salaires. Ces phénomènes de longue durée, en Amérique comme dans l'ensemble des pays industrialisés, ont des conséquences sociales et entraînent la réduction des salariés syndiqués.

En 1955, plus du tiers des salariés du secteur privé aux États-Unis étaient syndiqués. En 2006, moins de 8 % le sont. Robert Reich explique comment les écarts grandissants de richesse entre les individus, le poids de l'insécurité du travail, l'accélération du réchauffement climatique sont les conséquences logiques de cette nouvelle donne du monde, née dans les années 1970. Il se demande si la démocratie, elle-même, n'est pas atteinte et si le régime politique soucieux de l'ensemble des citoyens n'est pas affecté par les tendances de l'économie portée à toujours plus de rendement.

Trois événements sont fondateurs du XXI^e siècle naissant :

- L'effondrement de l'URSS dans la période 1989-1991.

Cet événement d'une importance mondiale a permis à l'Europe de se réunir, tout en générant des turbulences dans des zones voisines de la nouvelle Russie (Caucase – Ukraine, etc.) Si on s'est interrogé sur les causes de la chute du Mur de Berlin, nous en connaissons aujourd'hui les raisons principales, intérieures et

étrangères, le rôle de Gorbatchev, la volonté du Chancelier allemand, le soutien du président américain.

Des chocs imprévus ont eu leur part : l'accident de Tchernobyl et ses répercussions sur le continent et le retournement des prix du pétrole. Dans une URSS où les prix de l'énergie étaient largement subventionnés, le retour du brut, en 1986, à 10 dollars le baril, a constitué un véritable choc et des pénuries sur les marchés. L'économie administrée s'est trouvée sanctionnée à l'heure de la glasnost et de la perestroïka.

Contrairement aux intuitions de Francis Fukuyama, le retrait de l'URSS n'allait pas entraîner « la fin de l'histoire », mais modeler plutôt un nouveau paysage mondial marqué par l'affaiblissement de l'autorité politique dans de nombreux États en proie à une sorte de syndrome de somalisation des institutions et des appareils d'État contrastant avec l'émergence de réseaux criminels à l'origine de trafics toujours plus nombreux.

- La décennie 1990 a vu se dérouler de nombreuses attaques terroristes à travers le monde, mais la stupeur fut à son comble, le 11 septembre 2001, avec l'effondrement des tours du World Trade Center. Ce centre névralgique de Manhattan avait certes été la cible d'un précédent attentat sous la présidence de Bill Clinton, mais l'impact de cette attaque survenue au début du troisième millénaire mettait fin à l'invulnérabilité, voire l'insularité, de l'espace américain qui n'était pourtant pas la seule cible des terroristes, artisans d'une guerre de purification au sein même de l'Islam et partisans de la lutte contre des régimes arabes autoritaires qu'ils estimaient corrompus et pro-occidentaux.

Autrefois, les États-Unis protégeaient l'Arabie Saoudite. Une telle situation semble désormais s'être inversée, en dépit de la fourniture de 1,4 million de barils de pétrole par jour, qui représente près d'un 1/7^e des importations américaines, par cette monarchie du Golfe. Cette relative détérioration des relations bilatérales survient également alors que les Saoudiens ne souhaitent pas normaliser leurs relations avec Israël et s'inquiètent de plus en plus de la puissance de l'Iran menaçant les régimes sunnites de la région. Le caractère explosif d'un tel contexte est encore avivé par le surarmement du Moyen-Orient dont sont pour partie responsables les États-Unis.

Entre ces deux grands pays, le premier dominant le monde en ce début du XXI^e siècle et le second assurant la production la plus importante du pétrole de la planète, on perçoit ainsi d'irréversibles changements dans une relation débutée avec la visite du Président Roosevelt à IBN Saoud, à bord de l'USS Quincy, le 14 février 1945. Les aspects contemporains de cette relation devenue, depuis le 11 septembre 2001, plus tumultueuse encore que lors des krachs pétroliers de 1973 et de 1978 s'offrent à nos yeux. Le régime monarchique saoudien au sein d'une opinion publique américaine est maintenant contesté en raison de l'envolée du cours du baril, du développement d'un extrémisme islamique, mais aussi de l'impopularité américaine et enfin de l'apparition de fonds souverains estimés menaçants. Des années après le drame du onze septembre 2001, les divisions entre ces deux États s'aggravent, sous les coups conjugués du raidissement des opinions publiques, de la désorientation du monde musulman en proie aux dissensions doctrinales et à l'effervescence religieuse.

- La guerre d'Irak, intervenue en mars 2003, est l'un de ces épisodes de notre histoire récente aux conséquences profondes sur le devenir de la communauté internationale.

Cette intervention, après une victoire rapide sur Saddam Hussein, s'est soldée par une guerre civile en Irak qui dure encore et oppose les différentes ethnies et confessions du pays. Elle a également semé la division entre alliés américains et européens, ainsi que suscité l'opposition des pays arabes à la politique des États-Unis en exacerbant les conflits jusqu'alors latents dans la région, en affectant nombre de gouvernements : Israël, la Palestine, la Syrie, le Liban, l'Iran, le Pakistan, et enfin l'Afghanistan.

Certes, les attentats ont diminué en Irak de près de 80 % en 2007, mais le problème posé par la normalisation de la situation intérieure irakienne n'est pas résolu. Les oppositions communautaires restent profondes entre les minorités chiïtes, sunnites, kurdes et chrétiennes. Confronté à cette désagrégation du corps social en proie à une violence effrénée, le gouvernement de M. Maliki, soutenu par l'Iran, apparaît incapable de rétablir l'ordre en dépit d'une présence étrangère que les commentateurs irakiens n'hésitent pas à comparer à l'occupation britannique des années 1920 elle aussi marquée par un cortège de violences estimé sans précédent pour l'époque.

Aujourd'hui, la situation des Américains en Irak n'est pas sans rappeler l'enlisement dans le borbier vietnamien. Le coût de cette guerre est estimé à près de 12 milliards de dollars par mois. Quitter l'Irak précipitamment serait cependant une catastrophe pour l'image des États-Unis dans la communauté internationale et l'illustration de la faiblesse de ses moyens militaires. Rester reviendrait à faire durer l'hostilité contre les envahisseurs de mars 2003 et à aggraver la perte de confiance

des pays arabes envers le protecteur américain, et ce, alors que le voisin iranien devient menaçant.

En Iran, l'enrichissement de l'uranium se poursuit et la question se pose de savoir si des frappes aériennes auront lieu avant la fin du mandat du président G.W. Bush...

Ces événements fondateurs du XXI^e siècle, qui sont autant de ruptures d'un équilibre précaire pourtant annoncé, avec la chute du Mur de Berlin, comme pérenne, voire radieux, constituent la trame initiale d'un nouveau millénaire et façonnent un monde sur lequel il convient, à présent, de porter notre regard.

1. La détérioration du système des relations internationales

■ Le vertige des États dominants, mais insuffisants...

Nous sommes à l'évidence dans un monde en transition, imprévisible, à la recherche d'une solution à des crises multiples (énergétiques – climatiques – agricoles – financières). Le système international se transforme, année après année, sous nos yeux en élargissant des inégalités entre pays riches et pauvres. Le meilleur essai sur l'état du monde paraît être celui publié en mai-juin 2008 par la revue *Foreign Affairs* sur notre époque « non polaire » dominée non par un, deux ou même plusieurs États mais par de multiples acteurs exerçant différents pouvoirs. L'auteur, un grand spécialiste, Richard N. Haass, précise que cette situation inédite représente « un changement tectonique » par rapport au passé. Avec la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique, la bipolarité a cédé la place à une seule superpuissance : les États-Unis. En deux décennies, le pouvoir international est devenu plus diffus, réparti entre plusieurs centres, dont certains ne sont pas des États nations. À première vue, le monde d'aujourd'hui pourrait apparaître multipolaire. En fait, la puissance s'étend à des intervenants plus nombreux (régionaux – organisations diverses – institutions – fonds souverains – milices – cartels – etc.).